

La présence syndicale au Québec en 2011

Juin 2012
Direction de l'information sur le travail

La présence syndicale au Québec en 2011

par Alexis Labrosse



Table des matières

Introduction	6
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence	6
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord	6
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public.	7
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada	9
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes	10
6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec	12
7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario	13
8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada	15
Conclusion	16

Liste des tableaux et des graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique et les régions, 2002 et 2011	9
Tableau 2	Répartition des employés (en pourcentage) selon les secteurs d'activité économique et les régions, 2002 et 2011	10
Graphique 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 à 2011	7
Graphique 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 et 2011	8
Graphique 3	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 et 2011	8
Graphique 4	Contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec, de l'Ontario et du reste du Canada en 2011	11
Graphique 5a	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2002 et 2011	12
Graphique 5b	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du Québec entre 2010 et 2011	13
Graphique 6a	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2002 et 2011	14
Graphique 6b	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2010 et 2011	14
Graphique 7a	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2002 et 2011	15
Graphique 7b	Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2010 et 2011	16

Annexes

Annexe 1	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 2002, 2010, 2011	18
Annexe 2	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 2002, 2010, 2011	19
Annexe 3	Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, 2002, 2010, 2011	20
Annexe 4	Répartition des employés selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2002, 2010, 2011 (en milliers)	21
Annexe 5	Répartition des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2002, 2010, 2011 (en milliers).	22
Annexe 6	Nombre et proportion d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2011	23

La présence syndicale au Québec en 2011

Par Alexis Labrosse¹

Introduction

La présente chronique s'intéresse à l'évolution récente du taux de présence syndicale au Québec. Le taux de présence syndicale correspond au pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des salariés. Il se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des salariés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, elle présente la comparaison de certaines données avec celles de l'Ontario, des autres provinces canadiennes regroupées (reste du Canada) et des États-Unis. La comparaison met notamment en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs de l'activité économique. Le Québec demeure la région la plus syndiquée en Amérique du Nord alors qu'il maintenait en 2011 un taux de présence syndicale d'environ 39,5 %. Il s'agit cependant du plus faible niveau observé au cours des dix dernières années. Ailleurs au pays, ce taux s'est maintenu à environ 28 % en Ontario alors que, dans le reste du Canada, il a diminué d'environ un point de pourcentage, se chiffrant à un peu moins de 30 % en 2011.

1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des salariés², c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation parce que non syndiqués. Depuis 2002, ces derniers ont représenté entre 13,2 et 14,7 % de l'emploi total au Québec, entre 14,4 et 15,6 % en Ontario et entre 16,5 et 17,9 % dans le reste du Canada.

De plus, en raison de la faible validité des données du secteur agricole, nous avons décidé d'exclure ses salariés de notre analyse³. Malgré leur exclusion, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des salariés, tant à l'échelle du Québec qu'à celle de l'ensemble du Canada. Enfin, la période étudiée couvre les années 2002 à 2011.

2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

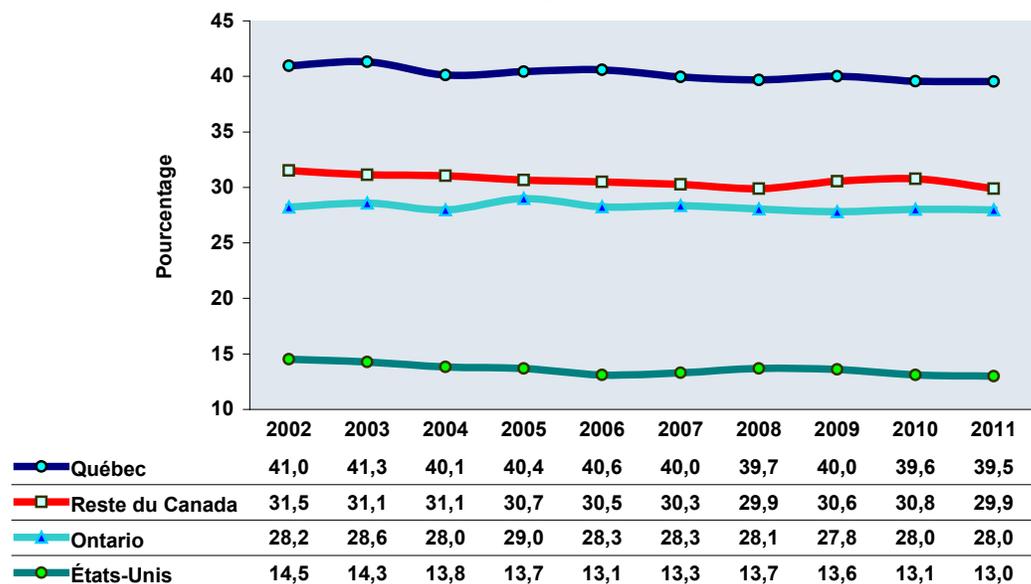
Au cours des dix dernières années, nous constatons que, bien qu'il ait peu varié d'une région à l'autre, le taux de présence syndicale a suivi une tendance généralement à la baisse partout en Amérique du Nord. Comme l'indique le graphique 1, le taux de présence syndicale au Québec est passé de 41 % en 2002 à 39,5 % en 2011. En Ontario, ce taux s'est maintenu entre 28 et 29 % durant ces années alors que, dans le reste du Canada, il a chuté de 31,5 % en 2002 à 29,9 % en 2011. Les États-Unis, qui affichent des taux de présence syndicale nettement plus bas qu'au Canada, ont aussi connu une tendance baissière au cours de la période, soit de 14,5 à 13 % de 2002 à 2011.

1. Alexis Labrosse est économiste à la Direction de l'information sur le travail du ministère du Travail.

2. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.

3. Statistique Canada recommande d'ailleurs de ne pas exploiter les données dont le coefficient de variabilité est supérieur à 30 %, ce qui peut être le cas lorsque la taille de l'échantillon est trop petite.

Graphique 1 Taux de présence syndicale¹, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 à 2011



* Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

Entre 2010 et 2011, le taux de présence syndicale a perdu près d'un point de pourcentage dans le reste du Canada (de 30,8 à 29,9 %), alors qu'il n'a pratiquement pas varié au Québec et en Ontario. Ainsi, lorsqu'il est arrondi à deux décimales près, ce taux s'élevait à 39,55 % au Québec en 2010 et en 2011. En Ontario, il est passé de 28,04 % en 2010 à 27,97 % en 2011. Aux États-Unis, ce taux a fluctué de 13,1 à 13 % entre ces mêmes années. Enfin, si le Québec est la région où l'on retrouve les taux les plus élevés, mentionnons que, dans le reste du Canada, la province de Terre-Neuve-et-Labrador affiche des taux presque aussi élevés, soit de près de 39 % en moyenne, durant ces dix années.

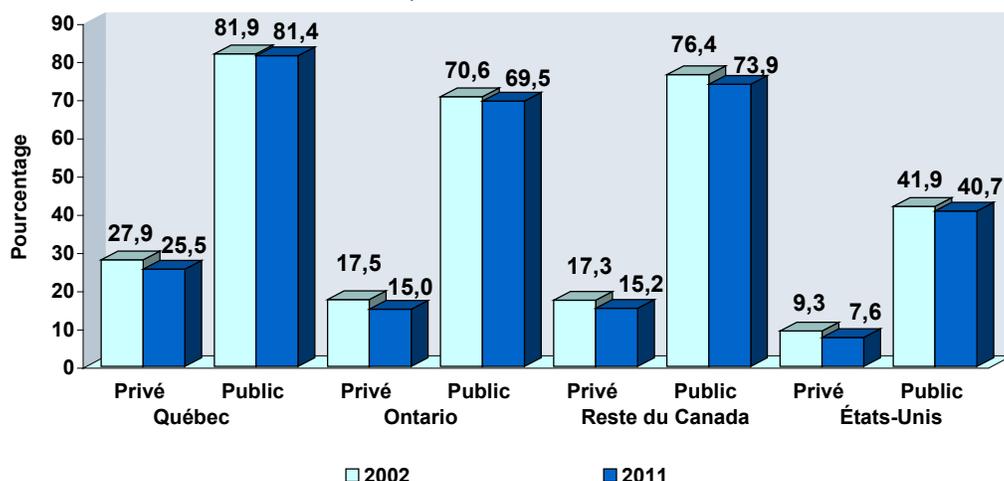
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Le graphique 2 indique d'emblée que la proportion de salariés assujettis à une convention collective est nettement plus élevée dans le secteur public⁴ que dans le secteur privé, et ce, pour l'ensemble des régions à l'étude. Cependant, les États-Unis⁵ se démarquent par des taux de présence syndicale beaucoup plus faibles que dans les provinces canadiennes, soit moins de 10 % dans le secteur privé et environ 40 % dans le secteur public, comparativement à 25,5 % et 81,4 % respectivement au Québec.

4. Dans le cas du Canada, le secteur public comprend les administrations municipales, les administrations publiques des Premières Nations et des autres groupes autochtones; les administrations provinciales, territoriales et fédérales, ainsi que les sociétés d'État, les régies des alcools et les autres institutions gouvernementales, comme les écoles (incluant les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. (Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active, 2011*, n° 71-543-G au catalogue).

5. Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques, mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions à but non lucratif au service des ménages » (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*, n° 13F0031MIF au catalogue n° 010, mai 2003).

Graphique 2 Taux de présence syndicale selon les secteurs privé¹ et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 et 2011

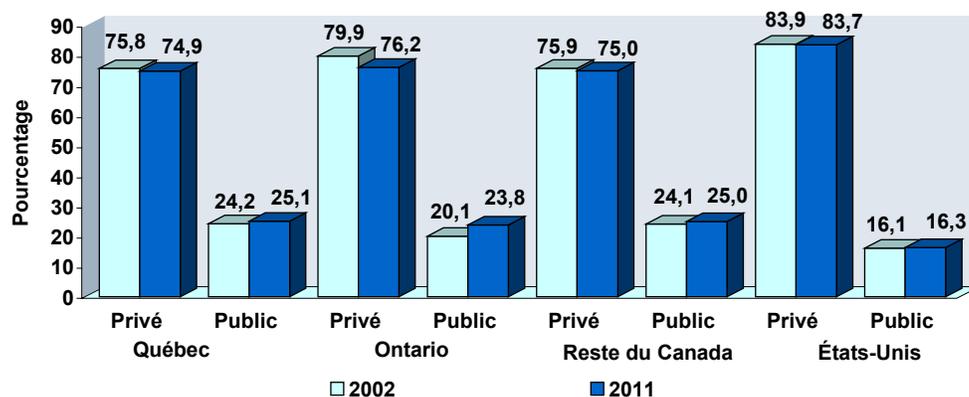


1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011; Bureau of Labor Statistics, *Current population Survey*. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

Entre 2002 et 2011, le taux de présence syndicale, tant du secteur privé que public, était à la baisse dans toutes les régions à l'étude. Au Québec, ce taux a fléchi de 27,9 % en 2002 à 25,5 % en 2011 dans le secteur privé, alors qu'il est passé de 81,9 à 81,4 % dans le secteur public entre ces mêmes années.

Graphique 3 Répartition des employés entre les secteurs privé¹ et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 2002 et 2011



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011; Bureau of Labor Statistics, *Current population Survey*. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

Au cours des dix dernières années, la répartition des employés entre les secteurs public et privé a peu fluctué (graphique 3). Comme en 2002, le secteur privé au Québec, tout comme dans le reste du Canada, regroupait environ les trois quarts des personnes en emploi, comparativement à plus de 83 % aux États-Unis. Cependant, entre les années 2002 et 2011, nous remarquons un léger basculement de la proportion des salariés du secteur privé vers le secteur public, et ce, pour l'ensemble des régions à l'étude. C'est particulièrement le cas en Ontario dont la part des salariés dans le secteur public a augmenté de 3,7 points de pourcentage (de 20,1 à 23,8 %). Dans les autres régions, cette part a augmenté plus faiblement, soit de neuf dixièmes de point de pourcentage au Québec, de 24,2 à 25,1 %, et dans le reste du Canada, de 24,1 à 25 %, comparativement à seulement deux dixièmes de point aux États-Unis, de 16,1 à 16,3 %.

4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2011 comme en 2002, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique au Québec (tableau 1) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario et dans le reste du Canada. Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés se trouvent dans la catégorie du secteur tertiaire⁶ public, atteignant en moyenne plus de 80 % au Québec, comparativement à environ 70 % en Ontario et à près de 75 % dans le reste du pays.

Tableau 1						
Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique* et les régions, 2002 et 2011						
Secteurs d'activité économique	2002			2011		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	38,4	37,0	21,7	29,6	27,4	19,2
Secteur secondaire	43,3	29,5	27,6	41,6	23,7	23,6
Construction	55,8	33,1	23,6	54,0	29,4	21,8
Fabrication	41,0	28,7	29,6	36,8	21,4	25,2
Secteur tertiaire	40,2	27,7	32,7	39,2	29,0	31,7
Tertiaire privé	20,7	12,0	14,4	20,0	12,2	12,9
Tertiaire public	81,9	70,6	76,4	81,5	69,6	73,9
Ensemble	41,0	28,2	31,5	39,5	28,0	29,9

* Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux du tertiaire privé; leur taux de présence syndicale varie entre 12 % en Ontario et environ 20 % au Québec. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur secondaire est sensiblement plus élevé au Québec qu'il ne l'est en Ontario et dans le reste du Canada.

6. Le secteur tertiaire regroupe les activités offrant des services divers, tant aux consommateurs qu'aux entreprises (administration publique, santé, éducation, loisirs, commerce, services financiers, etc.).

Entre 2002 et 2011, les plus fortes variations à la baisse du taux de présence syndicale s'observent dans le secteur primaire⁷ du Québec et de l'Ontario. Des baisses importantes sont également notées dans le secteur secondaire (particulièrement celui de la fabrication), et ce, pour l'ensemble des régions canadiennes à l'étude. Quant au secteur tertiaire, privé et public, son taux de présence syndicale a baissé partout au pays, à l'exception du secteur tertiaire privé de l'Ontario.

Tableau 2						
Répartition des employés (en pourcentage) selon les secteurs d'activité économique* et les régions, 2002 et 2011						
Secteurs d'activité économique	2002			2011		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
Secteur primaire	1,0	0,6	3,5	0,9	0,6	4,3
Secteur secondaire	24,1	25,1	16,4	19,2	18,8	15,7
Construction	3,7	4,4	5,3	5,4	5,3	7,5
Fabrication	20,4	20,7	11,0	13,8	13,4	8,2
Secteur tertiaire	74,8	74,3	80,1	79,9	80,6	80,0
Tertiaire privé	50,9	54,3	56,4	55,0	57,0	55,4
Tertiaire public	23,9	20,0	23,7	24,9	23,6	24,7
Ensemble	100	100	100	100	100	100

* Excluant le secteur agricole. Les données sont arrondies à une décimale près.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

Afin de mesurer l'impact des variations du taux de présence syndicale de chacun des secteurs d'activité sur le taux global d'une région ou d'un pays, il importe de considérer la part de l'emploi qu'ils accaparent. Nous en verrons l'utilité dans les prochaines sections. Le tableau 2 montre, pour les années 2002 et 2011, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions.

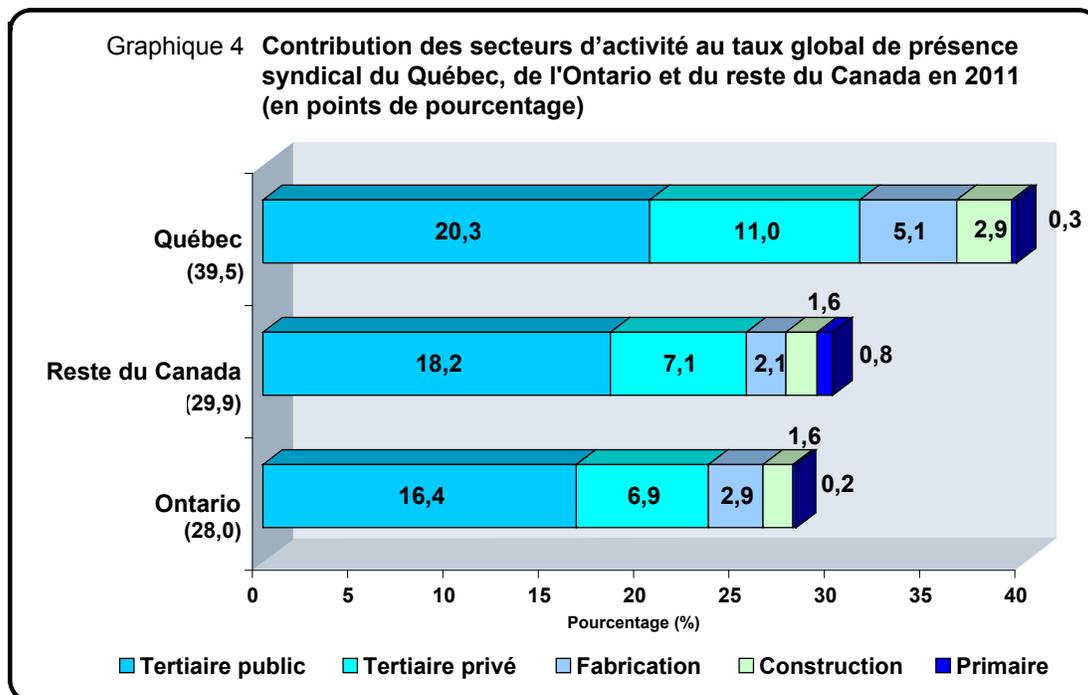
Nous remarquons que la grande majorité des emplois se retrouvent, indépendamment de la région, dans le secteur tertiaire, principalement dans celui du privé. En outre, la part de l'emploi dans le secteur de la fabrication a décliné partout au pays entre 2002 et 2011. Elle est passée de 20,4 à 13,8 % au Québec, de 20,7 à 13,4 % en Ontario et de 11 à 8,2 % dans le reste du Canada. De son côté, le secteur primaire se démarque par sa très faible part de l'emploi, variant entre 3,5 et 4,3 % en moyenne dans le reste du Canada et 1 % ou moins au Québec et en Ontario.

5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale selon le secteur d'activité (tableau 1) ainsi que les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 2) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. En outre, l'apport d'un secteur au taux global de

7. Le secteur primaire regroupe les activités telles que l'agriculture, la pêche, la foresterie et l'extraction minière, gazière et pétrolière. Rappelons que le secteur agricole est exclu de notre analyse.

présence syndicale d'une région est influencé par la proportion de salariés couverts par une convention collective qui s'y trouve, mais aussi par son importance relative en nombre d'emplois. Ainsi, l'apport relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité par la part de l'emploi total que représente celui-ci et en divisant ce résultat par 100⁸. Suivant cette méthode, le graphique 4 présente la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en 2011 pour le Québec, l'Ontario et le reste du Canada.



En 2011, le taux global de présence syndicale au Québec était supérieur de 11,5 points à celui de l'Ontario (graphique 1). Le graphique 4 montre quant à lui que ce sont les secteurs tertiaires, privé et public, qui contribuent davantage à cette différence. Ainsi, l'écart de contribution de l'ensemble du secteur tertiaire totalise environ 8 points de pourcentage (31,3 points au Québec, comparativement à 23,3 en Ontario), surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec est supérieure de 10,2 points (tableau 1), alors que la part de l'emploi est sensiblement la même pour ce secteur dans ces provinces (tableau 2).

La contribution du secteur de la fabrication est d'environ 2,2 points de plus au Québec qu'en Ontario parce que le taux de présence syndicale de ce secteur est supérieur de 15,4 points au Québec, alors que la part de l'emploi est d'un peu plus de 13 %, tout comme en Ontario.

Par ailleurs, c'est aussi un taux de présence syndicale nettement plus élevé dans le secteur québécois de la construction (54 % au Québec contre 29,4 % en Ontario) qui explique sa contribution plus grande ici qu'en Ontario (2,9 points contre 1,6), alors que celle du secteur primaire est inférieure d'un demi-point de pourcentage dans les deux provinces.

En comparant le Québec avec le reste du Canada, on constate également que la contribution plus grande du secteur tertiaire privé et public au Québec explique une grande partie des 8,8 points d'écart entre leur taux global respectif de présence syndicale en 2011. L'apport du secteur de la fabrication est aussi plus faible (2,1 points) dans le reste du Canada qu'ailleurs au pays. Non seulement son taux de présence

8. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2011, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 36,8 % (tableau 1) par sa proportion de 13,8 % (tableau 2) et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 5,1 points au taux global de présence syndicale de 39,5 %.

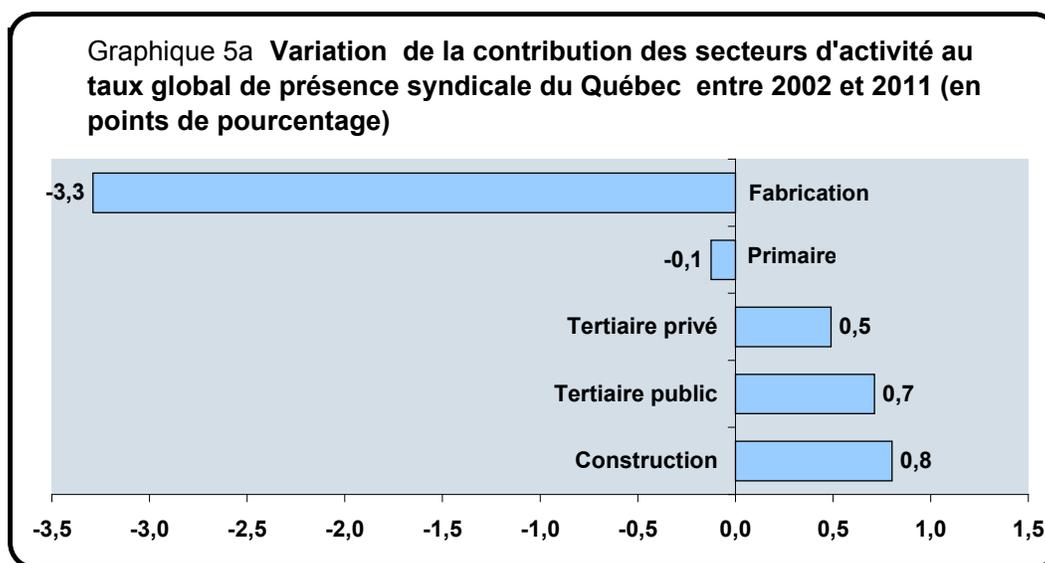
syndicale y est de plus de 10 points de moins qu'au Québec (tableau 1), mais sa place sur le marché de l'emploi est moins importante (8,2 % des salariés) qu'au Québec (13,4 %) (tableau 2).

Enfin, bien que le taux de présence syndicale du secteur primaire dans le reste du Canada soit beaucoup plus faible que dans les deux autres provinces, sa part de salariés y est plus significative (4,3 % comparativement à moins de 1 % au Québec et en Ontario), expliquant la contribution plus élevée (0,8 %) de ce secteur à son taux global de présence syndicale.

6. L'évolution du taux de présence syndicale au Québec

De 2002 à 2011, le taux québécois de la présence syndicale s'est maintenu au-dessus de 40 % de 2002 à 2007, ainsi qu'en 2009 (graphique 1). Le taux le plus élevé observé durant cette période est de 41,3 % en 2003. En 2011, ce taux n'a pratiquement pas fluctué par rapport à 2010, se chiffrant à un peu plus de 39,5 %, soit le plus faible taux observé au cours des dix dernières années. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale au Québec entre 2002 et 2011 au regard de la contribution de ses secteurs d'activité économique. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre 2010 et 2011.

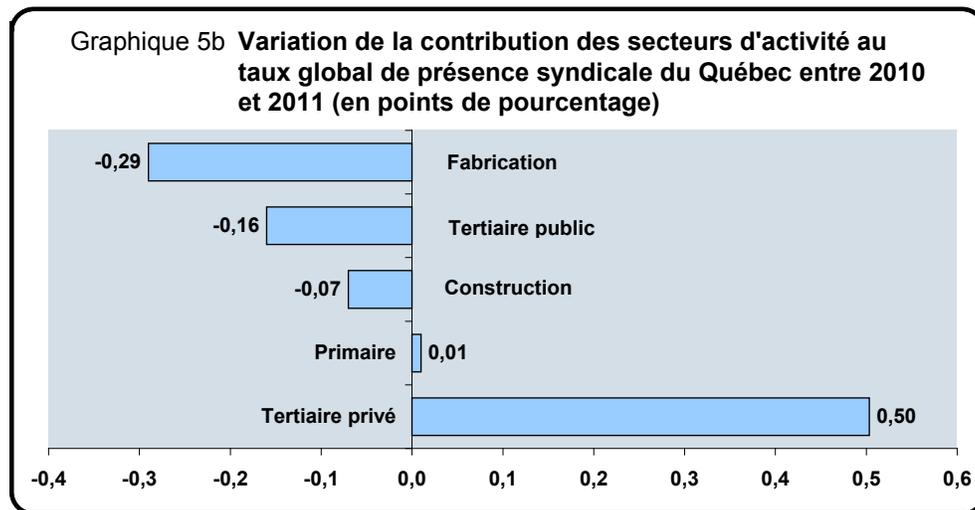
Comme l'illustre le graphique 5a, le secteur de la fabrication est celui qui a le plus fortement contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 2002 et 2011. Durant cette période, ce secteur a en effet subi une perte importante de sa part de l'emploi, de 20,4 % en 2002 à 13,8 % en 2011 (tableau 2), alors que son taux de présence syndicale a perdu 4,2 points de pourcentage, passant de 41 % en 2002 à 36,8 % en 2011 (tableau 1). L'apport du secteur de la fabrication a donc chuté de 3,3 points entre ces années.



À l'opposé, le secteur tertiaire, privé et public, et celui de la construction ont contribué positivement à l'évolution du taux global de présence syndicale au Québec durant cette période. Dans le cas du secteur tertiaire, tant public que privé, nous observons durant ces années une faible baisse du taux de présence syndicale (tableau 1) combinée à une hausse de la part de l'emploi (tableau 2), plus particulièrement dans le tertiaire privé (de 50,9 % en 2002 à 55 % en 2011). Le même phénomène s'observe dans le secteur de la construction, à savoir une légère baisse du taux de présence syndicale (de 55,8 à 54 %) accompagnée d'une hausse de la part de l'emploi (de 3,7 à 5,4 %) entre 2002 et 2011.

En outre, bien que peu significative, la contribution du secteur primaire a légèrement régressé durant ces années parce que ce secteur a subi à la fois une baisse de son taux de présence syndicale (de 38,4 à 29,6 %) et de sa part de l'emploi (de 1 à 0,9 %).

La variation presque nulle du taux de présence syndicale entre 2010 et 2011 s'explique par une hausse de la contribution du secteur tertiaire privé qui a été contrebalancée par les baisses observées dans les secteurs de la fabrication, du tertiaire public et de la construction (graphique 5b).



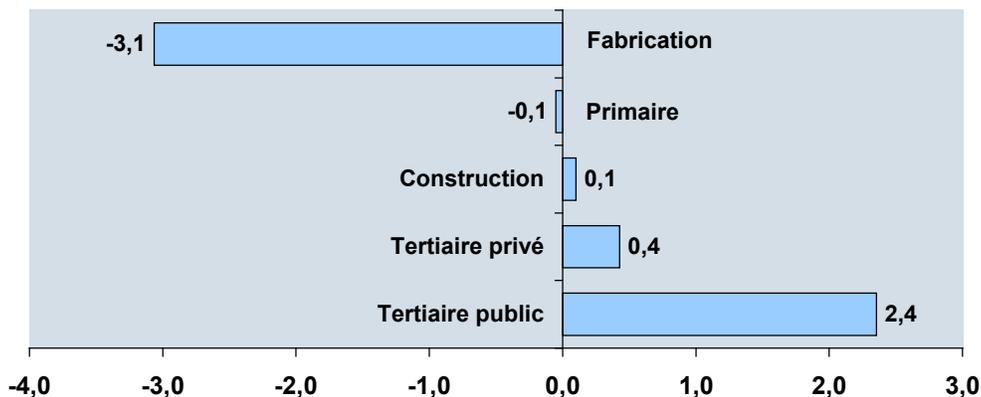
Ainsi, le secteur ayant le plus contribué à la baisse est celui de la fabrication (-0,29 point), suivi de celui du tertiaire public (-0,16 point) et de la construction (-0,07 point). Ces secteurs ont tous enregistré de faibles baisses de leur taux de présence syndicale respectif et de leur part de l'emploi, à l'exception de celui de la construction où sa part de l'emploi a augmenté de deux dixièmes de point, de 5,2 à 5,4 % (annexe 1).

À l'opposé, le secteur tertiaire privé a connu à la fois une légère hausse de sa part de l'emploi (de 54,8 à 55 %) et de son taux de présence syndicale (de 19,2 à 20 %), se traduisant par une hausse de contribution de un demi-point de pourcentage au taux global du Québec entre 2010 et 2011.

7. L'évolution du taux de présence syndicale en Ontario

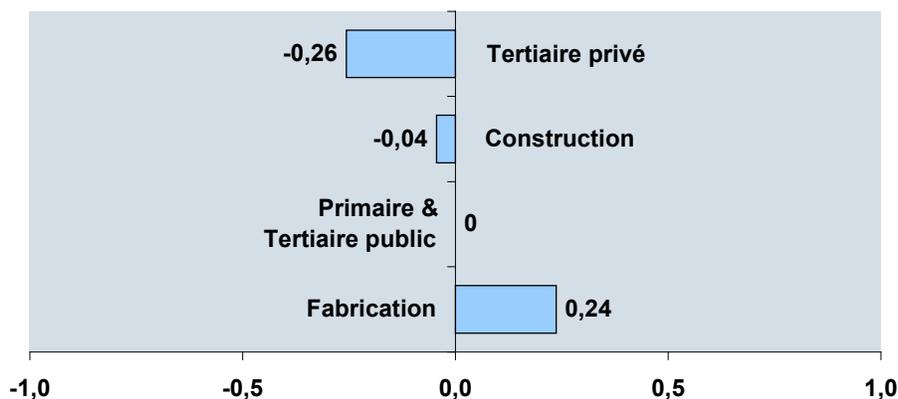
Outre l'année 2005 où le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté d'environ un point de pourcentage, atteignant 29 % (graphique 1), on observe de faibles variations, tant à la hausse qu'à la baisse, de ce taux entre 2002 et 2011. Tout comme au Québec, l'année 2011 a été marquée par une variation presque nulle de ce taux par rapport à 2010, se maintenant autour de 28 % durant ces années.

Graphique 6a **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2002 et 2011 (en points de pourcentage)**



Il apparaît clairement au graphique 6a que le secteur de la fabrication est celui qui a davantage contribué négativement à l'évolution du taux de présence syndicale de l'Ontario entre 2002 et 2011. Ce secteur a en effet connu une forte baisse de son taux sectoriel durant ces années, passant de 28,7 % en 2002 à 21,4 % en 2011 (annexe 2). De plus, tout comme au Québec, sa part de l'emploi a chuté sous la barre des 20 %, reculant ainsi de 20,7 % en 2002 à 13,4 % en 2011. Cette baisse significative de la contribution du secteur de la fabrication a toutefois été atténuée par les gains enregistrés dans les secteurs tertiaires, public et privé, ainsi que, dans une moindre mesure, dans celui de la construction. La plus forte contribution à la hausse, soit 2,4 points de pourcentage, provient du secteur tertiaire public dont la part de l'emploi a augmenté de 20 % en 2002 à 23,6 % en 2011. Parallèlement, le taux de présence syndicale observé dans ce secteur a fléchi de un point de pourcentage, se chiffrant à 69,6 % en 2011, comparativement à 70,6 % en 2002.

Graphique 6b **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale de l'Ontario entre 2010 et 2011 (en points de pourcentage)**

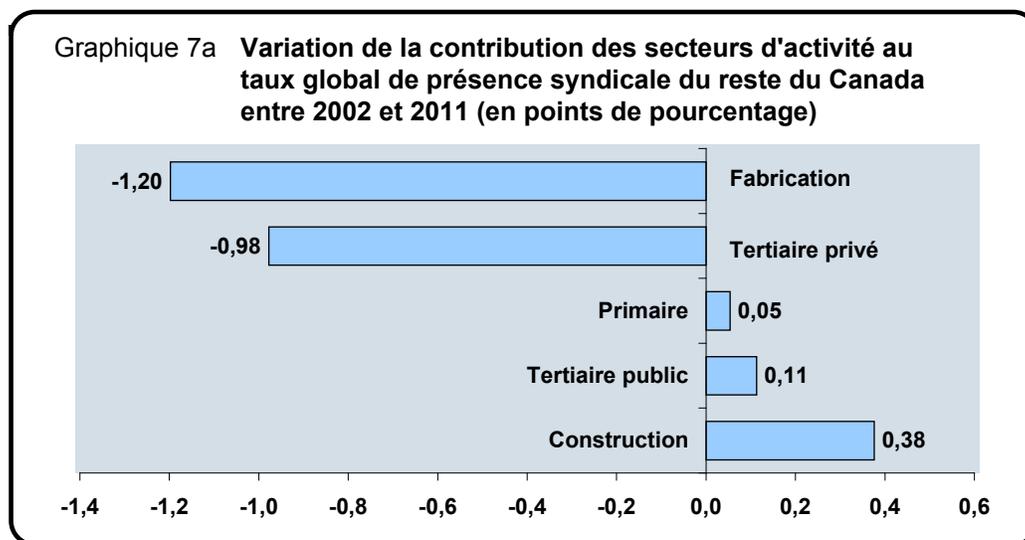


Pour ce qui est de la variation presque nulle du taux global de l'Ontario entre 2010 et 2011, le graphique 6b met en lumière la contribution du secteur de la fabrication qui a augmenté d'environ un quart de point de pourcentage, alors que celle du secteur tertiaire privé a diminué dans des proportions similaires. Quant

aux autres secteurs, ils ont connu peu de variations significatives, voire nulles dans le cas des secteurs primaire et tertiaire public.

8. L'évolution du taux de présence syndicale dans le reste du Canada

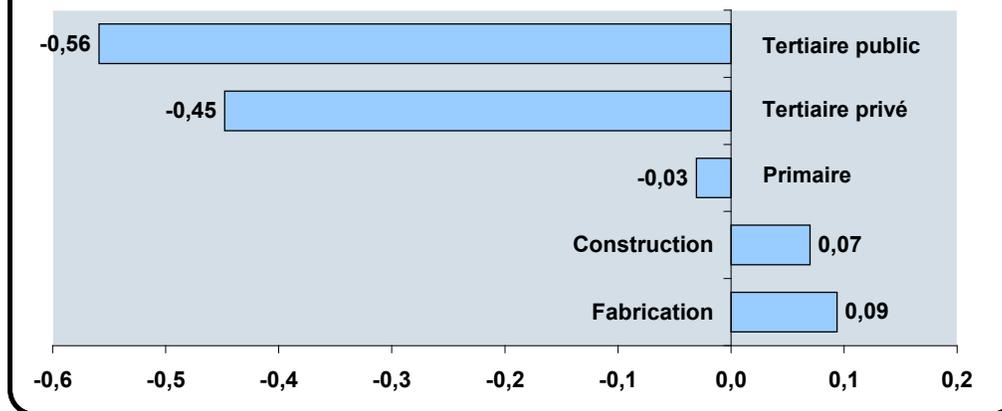
Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 2002 et 2008 (graphique 1), perdant en moyenne près de trois dixièmes de point de pourcentage par année. Ainsi, ce taux a régressé de 1,6 point de pourcentage pendant cette période, passant de 31,5 % en 2002 à 29,9 % en 2011. Il a cependant gagné près de un point au cours des deux années suivantes, pour les reperdre par la suite, retournant au niveau de 29,9 % en 2011.



Le graphique 7a montre que ce sont les secteurs de la fabrication et du tertiaire public qui ont connu en moyenne une diminution de leur contribution au taux global de présence syndicale dans cette région. La baisse la plus marquée s'observe dans le secteur de la fabrication (-1,2 point), comparativement à environ un point dans celui du tertiaire privé. Dans le cas de ce dernier secteur, cette baisse s'explique par une diminution de son taux sectoriel qui a décliné de 14,4 % en 2002 à 12,9 % en 2011 (annexe 3), tandis que sa part de l'emploi régressait légèrement de 56,4 à 55,4 % entre ces mêmes années. Dans le cas de la fabrication, il s'agit également d'une baisse de son taux sectoriel, de 29,6 à 25,2 %, et de sa part de l'emploi, de 11 à 8,2 %, entre 2002 et 2011.

En ce qui concerne la baisse du taux global de présence syndicale survenue en 2011 pour cette région, le graphique 7b indique que, par rapport à 2010, c'est surtout le secteur tertiaire, public et privé, qui en est à l'origine. Ainsi, dans le secteur tertiaire public, la baisse de plus d'un demi-point (-0,56) de pourcentage de sa contribution s'explique par une baisse de son taux sectoriel de 74,4 % en 2010 à 73,9 % en 2011, alors que sa part de l'emploi régressait de 25,3 à 24,7 % au cours de cette période.

Graphique 7b **Variation de la contribution des secteurs d'activité au taux global de présence syndicale du reste du Canada entre 2010 et 2011 (en points de pourcentage)**



Parallèlement, le secteur tertiaire privé a profité de faibles variations à la hausse de sa part de l'emploi, de 55,3 à 55,4 %, alors que son taux sectoriel a subi un recul, de 13,7 à 12,9 %, durant ces années.

La contribution moindre de ces secteurs de même que celle du secteur primaire ont toutefois été quelque peu atténuées par des variations à la hausse de ces contributions dans le secteur de la fabrication (0,09) et de la construction (0,07).

En terminant, les annexes 1, 2 et 3 présentent les données détaillées, par région et par secteur d'activité, de la part de l'emploi, du taux de présence syndicale et de la contribution de chacun de ces secteurs à ce taux, pour les années 2002, 2010 et 2011. Les annexes 4 et 5 ventilent, respectivement, le nombre de salariés et le nombre de ces derniers bénéficiant d'une couverture syndicale, par région et par secteur d'activité pour les mêmes années, alors que l'annexe 6 concerne la répartition des salariés selon les secteurs tertiaires public et privé en 2011.

Conclusion

De 2002 à 2011, le taux de présence syndicale a suivi une tendance généralement à la baisse dans l'ensemble des régions à l'étude. Les variations d'une année à l'autre sont cependant très faibles, de l'ordre de quelques dixièmes de point de pourcentage (graphique 1). En 2011, le taux de présence syndicale est demeuré au même niveau qu'en 2010 au Québec et en Ontario, alors qu'il a chuté de neuf dixièmes de point dans le reste du Canada. Le Québec continuait d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2011, avec 39,5 %. À l'opposé, c'est aux États-Unis que l'on observe le taux le plus bas avec 13 % en 2011, en baisse d'un dixième de point par rapport aux données de 2010.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées (tableau 1). De fait, seul le secteur primaire ontarien affichait, pour certaines années⁹, un taux supérieur à celui de ce même secteur au Québec et à celui du reste du Canada.

Au Québec entre 2002 et 2011, le taux de présence syndicale dans le secteur privé a fléchi (de 27,9 % à 25,5 %, graphique 2) alors que, dans le secteur public, il a diminué de 81,9 à 81,4 %. Cependant, le secteur tertiaire, privé et public, ainsi que celui de la construction ont influencé positivement l'évolution du taux de présence syndicale (graphique 5a). À l'opposé, la baisse de contribution de plus de trois points

9. C'était notamment le cas en 2003, 2004, 2006, 2008 et 2009. Ces données ne figurent dans aucun tableau ou graphique de cet article.

de pourcentage du secteur de la fabrication a eu un effet inverse sur ce taux. De fait, ce secteur a subi une baisse tant de sa part de l'emploi, laquelle baisse correspond à 6,6 points de pourcentage (de 20,4 à 13,8 %), que de son taux de présence sectoriel, soit une chute de 4,2 points (de 41 à 36,8 %), durant ces années.

Enfin, il apparaît que la tertiarisation de l'économie se reflète à travers l'évolution du taux de présence syndicale au Québec, c'est-à-dire que le secteur des services (tertiaire) prend de plus en plus d'importance au détriment des autres secteurs, particulièrement celui de la fabrication. Comme rien n'indique que la tendance à la baisse de l'emploi observée dans ce dernier secteur est sur le point de tourner, c'est davantage le secteur tertiaire, où la grande majorité des emplois se trouvent, qui pourrait alimenter l'évolution du taux de présence syndicale au cours des prochaines années.

ANNEXE 1

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec, 2002, 2010, 2011

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Secteur primaire¹	1,0	0,8	0,9	38,4	33,5	29,5	0,4	0,3	0,3
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,0	0,8	0,9	38,4	33,5	29,5	0,4	0,3	0,3
Secteur secondaire	24,1	19,5	19,2	43,3	42,6	41,6	10,5	8,3	8,0
Construction	3,7	5,2	5,4	55,8	57,3	54,0	2,1	3,0	2,9
Fabrication	20,4	14,4	13,8	41,0	37,4	36,8	8,4	5,4	5,1
Secteur tertiaire	74,8	79,7	79,9	40,2	38,9	39,2	30,1	31,0	31,3
Administrations publiques	6,9	7,1	7,0	78,5	80,8	79,3	5,4	5,8	5,5
Autres services	3,6	3,4	3,4	16,6	13,3	19,7	0,6	0,5	0,7
Commerce	16,2	17,2	17	18,7	18,8	20,0	3,0	3,2	3,4
Finance, assurances, immobilier et location	5,6	6,0	5,6	22,3	18,7	19,3	1,2	1,1	1,1
Hébergement et services de restauration	6,0	6,7	6,8	11,7	11,5	11,3	0,7	0,8	0,8
Information, culture et loisirs	4,3	4,4	4,2	35,0	32,1	37,0	1,5	1,4	1,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,0	3,2	3,3	28,4	26,1	28,3	0,9	0,8	0,9
Services d'enseignement	7,5	7,4	7,8	77,1	74,7	76,1	5,8	5,5	5,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,7	6,0	6,1	9,4	6,9	7,2	0,4	0,4	0,4
Services publics	1,0	1,0	0,9	79,6	75,3	76,4	0,8	0,7	0,7
Soins de santé et assistance sociale	11,7	13,0	13,2	64,4	65,6	61,1	7,5	8,5	8,1
Transport et entreposage	4,3	4,2	4,5	50,8	50,5	48,5	2,2	2,1	2,2
Tertiaire privé	50,9	54,8	55,0	20,7	19,2	20,0	10,5	10,5	11,0
Tertiaire public	23,9	24,8	24,9	81,9	82,4	81,5	19,6	20,4	20,3
Ensemble	100	100	100	41,0	39,6	39,5	41,0	39,6	39,5

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

ANNEXE 2

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario, 2002, 2010, 2011

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Secteur primaire¹	0,6	0,7	0,6	37,0	25,7	27,4	0,2	0,2	0,2
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,6	0,7	0,6	37,0	25,7	27,4	0,2	0,2	0,2
Secteur secondaire	25,1	18,6	18,8	29,5	22,9	23,7	7,4	4,2	4,4
Construction	4,4	5,3	5,3	33,1	30,7	29,4	1,5	1,6	1,6
Fabrication	20,7	13,3	13,4	28,7	19,8	21,4	5,9	2,6	2,9
Secteur tertiaire	74,3	80,8	80,6	27,7	29,2	29,0	20,6	23,6	23,4
Administrations publiques	5,8	6,7	6,9	69,3	73,5	72,5	4,0	4,9	5,0
Autres services	3,3	3,6	3,5	8,6	8,6	9,4	0,3	0,3	0,3
Commerce	15,7	16,2	15,7	13,1	13,0	12,6	2,1	2,1	2,0
Finance, assurances, immobilier et location	6,7	7,4	7,3	4,8	4,3	4,4	0,3	0,3	0,3
Hébergement et services de restauration	6,4	6,4	6,4	6,2	7,4	7,6	0,4	0,5	0,5
Information, culture et loisirs	4,9	4,8	5,1	20,5	22,2	20,1	1,0	1,1	1,0
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,8	4,0	4,0	13,0	16,3	14,2	0,5	0,6	0,6
Services d'enseignement	6,8	8,3	8,0	70,7	68,5	69,0	4,8	5,7	5,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	5,5	6,4	6,3	4,4	5,2	4,0	0,2	0,3	0,3
Services publics	1,0	1,1	1,0	68,3	72,9	71,3	0,7	0,8	0,7
Soins de santé et assistance sociale	9,8	11,5	11,8	45,8	44,8	46,1	4,5	5,1	5,5
Transport et entreposage	4,5	4,5	4,7	38,4	40,7	37,2	1,7	1,8	1,7
Tertiaire privé	54,3	57,5	57,0	12,0	12,5	12,2	6,5	7,2	6,9
Tertiaire public	20,0	23,3	23,6	70,6	70,7	69,6	14,1	16,4	16,4
Ensemble	100	100	100	28,2	28,0	28,0	28,2	28,0	28,0

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n°71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

ANNEXE 3

Part de l'emploi, taux de présence syndicale et contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, 2002, 2010, 2011

Secteurs d'activité	Part de l'emploi (%)			Taux de présence syndicale (%)			Contribution (en points de pourcentage)		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Secteur primaire¹	3,5	4,1	4,3	21,7	20,7	19,2	0,8	0,9	0,8
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	3,5	4,1	4,3	21,7	20,7	19,2	0,8	0,9	0,8
Secteur secondaire	16,4	15,3	15,7	27,6	23,2	23,6	4,5	3,5	3,7
Construction	5,3	7,2	7,5	23,6	21,8	21,8	1,3	1,6	1,6
Fabrication	11,0	8,1	8,2	29,6	24,4	25,2	3,3	2,0	2,1
Secteur tertiaire	80,1	80,6	80,0	32,7	32,7	31,7	26,2	26,4	25,4
Administrations publiques	6,1	6,4	6,3	70,3	68,7	66,3	4,3	4,4	4,2
Autres services	3,8	3,9	3,8	9,9	10	9,1	0,4	0,4	0,3
Commerce	17,0	17,1	17,1	12,0	13	11,6	2,0	2,2	2,0
Finance, assurances, immobilier et location	5,4	5,4	5,2	11,0	11,0	11,1	0,6	0,6	0,6
Hébergement et services de restauration	8,2	7,3	7,6	7,7	6,8	6,1	0,6	0,5	0,5
Information, culture et loisirs	4,7	4,3	4,2	29,7	29,5	28,7	1,4	1,3	1,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	3,2	3,4	3,2	10,3	10,5	13,2	0,3	0,4	0,4
Services d'enseignement	8,0	8,2	8,0	73,9	70,3	69,9	5,9	5,8	5,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,8	4,9	5,3	4,9	5,4	5,4	0,2	0,3	0,3
Services publics	1,0	1,0	1,0	59,4	58,7	54,4	0,6	0,6	0,5
Soins de santé et assistance sociale	11,9	13,5	13,2	60,3	58,7	58,0	7,2	7,9	7,7
Transport et entreposage	5,7	5,1	5,2	44,7	42	40,7	2,6	2,1	2,1
Tertiaire privé	56,4	55,3	55,4	14,4	13,7	12,9	8,1	7,6	7,1
Tertiaire public	23,7	25,3	24,7	76,4	74,4	73,9	18,1	18,8	18,2
Ensemble	100	100	100	31,5	30,8	29,9	31,5	30,8	29,9

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

ANNEXE 4

Répartition des employés selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2002, 2010, 2011 (en milliers)

Secteurs d'activité	Québec			Ontario			Reste du Canada		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Secteur primaire¹	31,5	26,0	30,8	30,8	37,8	35,4	165,0	220,5	233,7
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	31,5	26,0	30,8	30,8	37,8	35,4	165,0	220,5	233,7
Secteur secondaire	740,9	653,6	647,8	1 282,1	1 031,3	1 060,6	765,3	819,2	860,0
Construction	115,0	172,5	181,3	226,4	292,2	301,6	250,1	387,1	411,7
Fabrication	625,9	481,1	466,5	1055,7	739,1	759,0	515,2	432,1	448,3
Secteur tertiaire	2 295,7	2 663,9	2 702,9	3 795,2	4 488,6	4 560,5	3 745,2	4 317,5	4 386,2
Administrations publiques	212,4	238,8	235,9	297,1	372,5	389,7	285,1	345,0	345,6
Autres services	111,4	114,5	116,0	167,9	199,3	200,4	180,0	208,9	209,6
Commerce	496,5	573,9	576,8	803,7	900,6	886,2	794,1	916,8	937,3
Finance, assurances, immobilier et location	171,2	200,2	189,2	340,8	412,1	412,9	254,7	287,4	283,1
Hébergement et services de restauration	184,0	223,9	231,0	326,2	356,0	359,6	384,4	392,8	415,2
Information, culture et loisirs	132,8	148,4	141,7	252,6	266,9	290,2	221,3	229,2	229,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	93,1	106,3	110,9	193,0	220,3	226,0	148,7	179,7	177,1
Services d'enseignement	230,9	248,1	264,2	349,3	463,3	452,6	375,7	441,2	439,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	144,3	201,5	207,0	283,0	353,5	354,5	226,6	264,4	287,8
Services publics	29,4	33,2	31,4	52,1	58,7	54,4	48,5	55,9	53,7
Soins de santé et assistance sociale	358,5	434,6	446,0	499,0	636,8	669,9	557,3	721,1	724,6
Transport et entreposage	131,2	140,5	152,8	230,5	248,6	264,1	268,8	275,1	283,3
Tertiaire privé	1 561,9	1 833,9	1 861,2	2 776,1	3 196,1	3 225,7	2 636,5	2 964,3	3 034,4
Tertiaire public	733,8	830,0	841,7	1 019,1	1 292,5	1 334,8	1 108,7	1 353,2	1 351,8
Ensemble	3 068,1	3 343,5	3 381,5	5 108,1	5 557,7	5 656,5	4 675,5	5 357,2	5 479,9

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

ANNEXE 5

Répartition des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon le secteur d'activité économique, Québec, Ontario, reste du Canada, 2002, 2010, 2011 (en milliers)

Secteurs d'activité	Québec			Ontario			Reste du Canada		
	2002	2010	2011	2002	2010	2011	2002	2010	2011
Secteur primaire¹	12,1	8,7	9,1	11,4	9,7	9,7	35,8	45,7	44,9
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	12,1	8,7	9,1	11,4	9,7	9,7	35,8	45,7	44,9
Secteur secondaire	321,1	278,6	269,8	378,0	235,8	250,9	211,6	189,8	202,9
Construction	64,2	98,9	97,9	75,0	89,6	88,7	59,1	84,2	89,8
Fabrication	256,9	179,7	171,9	303,0	146,2	162,2	152,5	105,6	113,1
Secteur tertiaire	923,4	1 035,1	1 058,4	1 051,5	1 312,8	1 321,8	1 226,3	1 412,6	1 390,1
Administrations publiques	166,8	192,9	187,1	205,8	273,7	282,5	200,5	236,9	229,1
Autres services	18,5	15,2	22,8	14,4	17,1	18,9	17,9	20,1	19,1
Commerce	93,0	107,7	115,6	105,5	117,3	111,7	95,6	116,1	108,4
Finance, assurances, immobilier et location	38,1	37,5	36,5	16,4	17,8	18,2	28,0	31,7	31,3
Hébergement et services de restauration	21,6	25,8	26,2	20,2	26,4	27,5	29,7	26,6	25,4
Information, culture et loisirs	46,5	47,7	52,4	51,9	59,2	58,2	65,8	67,7	65,8
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	26,4	27,7	31,4	25,0	36,0	32,2	15,3	18,8	23,3
Services d'enseignement	178,0	185,4	201,0	247,1	317,5	312,3	277,5	310,0	307,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	13,6	14,0	14,9	12,5	18,5	14,2	11,0	14,4	15,4
Services publics	23,4	25,0	24,0	35,6	42,8	38,8	28,8	32,8	29,2
Soins de santé et assistance sociale	230,9	285,3	272,4	228,7	285,3	309,0	336,0	423,0	420,5
Transport et entreposage	66,6	70,9	74,1	88,4	101,2	98,3	120,2	114,5	115,3
Tertiaire privé	322,7	351,4	372,3	332,3	399,6	392,2	379,2	405,9	390,9
Tertiaire public	600,7	683,7	686,1	719,2	913,2	929,6	847,1	1 006,7	999,2
Ensemble	1 256,6	1 322,4	1 337,3	1 440,9	1 558,3	1 582,4	1 473,7	1 648,1	1 637,9

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2010*, cat. n° 71F0004XVB, moyennes annuelles des microdonnées pour 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.

ANNEXE 6

Nombre (en milliers) et proportion (%) d'employés selon les secteurs composant le tertiaire public et privé, Québec, Ontario, reste du Canada, 2011

Secteur d'activité	Québec			Ontario			Reste du Canada		
	privé	public	total	privé	public	total	privé	public	total
Nombre d'employés (en milliers)									
Administrations publiques	0,0	235,9	235,9	0,0	389,7	389,7	0,0	345,5	345,5
Autres services	116	0,1	116,0	200,1	0,3	200,4	209,1	0,5	209,6
Commerce	571,5	5,4	576,8	880,1	6,0	886,2	928,8	8,5	937,3
Finance, assurances, immobilier et location	174,0	15,2	189,2	400,8	12,2	412,9	258,7	24,3	283,0
Hébergement et services de restauration	230,9	0,0	231,0	355,3	4,3	359,6	414,9	0,4	415,3
Information, culture et loisirs	114,9	26,8	141,7	238	52,1	290,2	188,0	41,4	229,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	109,0	1,8	110,9	222,7	3,3	226,0	174,1	3,0	177,1
Services d'enseignement	32,1	232,0	264,2	34,8	417,8	452,6	34,3	405,3	439,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	205,5	1,4	207,0	349,7	4,8	354,5	285,2	2,6	287,8
Services publics	3,3	28,1	31,4	10,1	44,3	54,4	11,0	42,7	53,7
Soins de santé et assistance sociale	195	250,9	446,0	334,0	335,9	669,9	307,3	417,3	724,6
Transport et entreposage	108,8	44,0	152,8	200,0	64,1	264,1	223,1	60,2	283,3
Ensemble	1 861,1	841,7	2 702,8	3 225,7	1 334,8	4 560,5	3 034,4	1 351,8	4 386,3
Proportion (%) du nombre d'employés									
Administrations publiques	0,0	28,0	8,7	0,0	29,2	8,5	0,0	25,6	7,9
Autres services	6,2	0,0	4,3	6,2	0,0	4,4	6,9	0,0	4,8
Commerce	30,7	0,6	21,3	27,3	0,5	19,4	30,6	0,6	21,4
Finance, assurances, immobilier et location	9,4	1,8	7,0	12,4	0,9	9,1	8,5	1,8	6,5
Hébergement et services de restauration	12,4	0,0	8,5	11,0	0,3	7,9	13,7	0,0	9,5
Information, culture et loisirs	6,2	3,2	5,2	7,4	3,9	6,4	6,2	3,1	5,2
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	5,9	0,2	4,1	6,9	0,2	5,0	5,7	0,2	4,0
Services d'enseignement	1,7	27,6	9,8	1,1	31,3	9,9	1,1	30,0	10,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,0	0,2	7,7	10,8	0,4	7,8	9,4	0,2	6,6
Services publics	0,2	3,3	1,2	0,3	3,3	1,2	0,4	3,2	1,2
Soins de santé et assistance sociale	10,5	29,8	16,5	10,4	25,2	14,7	10,1	30,9	16,5
Transport et entreposage	5,8	5,2	5,7	6,2	4,8	5,8	7,4	4,5	6,5
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA), moyenne des microdonnées de l'année 2011. Compilations réalisées par le ministère du Travail.